

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/12427]

15 MAART 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanpassing van de weddeschalen met betrekking tot sommige ambten van de personeelsleden van het onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 januari 2019;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van Sector IX van 19 februari 2019;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Enig artikel. De bijlagen 2 en 2bis bij het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, worden vervangen door bijlage 2 opgenoemen als bijlage bij dit besluit.

Brussel, 15 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2019/12428]

15 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant exécution de l'article 3, § 3^{quater}, alinéa 4, et de l'article 32, § 7, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par le décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, les articles 3, § 3^{quater}, alinéa 4, et 32, § 7, alinéa 4;

Considérant l'octroi d'une prime aux nouvelles écoles ou implantations de l'enseignement ordinaire situées dans des zones en tension démographique, ou aux nouvelles écoles de l'enseignement spécialisé, sur la base du nombre de places ouvertes à la première rentrée scolaire;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de fixer le modèle par lequel le pouvoir organisateur déclare le nombre de places ouvertes à la première rentrée scolaire;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant exécution de l'article 3, § 3^{quater}, alinéa 4, et de l'article 32, § 7, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 2. L'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant exécution de l'article 3, § 3^{quater}, alinéa 4, et de l'article 32, § 7, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant exécution de l'article 3, § 3quater, alinéa 4, et de l'article 32, § 7, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Déclaration du nombre de places ouvertes à la première rentrée scolaire dans le cadre de la prime unique à l'ouverture – Etablissement ou implantation subventionné(e)¹

Dénomination du Pouvoir organisateur :

Dénomination et adresse de l'établissement ou de l'implantation :

Je soussigné,....., représentant du Pouvoir organisateur susvisé, certifie que l'établissement/l'implantation susmentionné(e), admis(e) aux subventions au, et dont le numéro Fase est....., se situe dans une zone en tension démographique² ou organisera un enseignement spécialisé.

Je déclare que cet établissement/cette implantation ouvrira lors de la première rentrée scolaire

..... places³, réparties sur l'année d'études ou les années d'études suivantes :

..... places en année de l'enseignement⁴.....⁵

..... places en année de l'enseignement.....

.....

Je prends connaissance du fait que ce nombre de places sera multiplié par la subvention de fonctionnement forfaitaire par élève et que la Direction générale de l'Enseignement obligatoire est habilitée à vérifier la pertinence du nombre de places déclarées eu égard aux capacités réelles de l'infrastructure prévue. En cas de discordance, le Gouvernement pourra adapter le montant de la prime aux capacités réelles.

Fait à, le

Pour le Pouvoir organisateur,

Signature

¹ La notion d'«implantation» ne vise ici que l'enseignement fondamental ordinaire.

² Au sens de l'article 6, §2, alinéa 2 du décret du 29 juillet 1992 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, ou de l'article 2bis, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

³ Indiquer le nombre total de places que l'établissement déclare ouvrir à la première rentrée scolaire.

⁴ Indiquer le(s) niveau(x) d'enseignement concerné(s) (maternel, primaire ou secondaire)

⁵ Pour le spécialisé, indiquer également le(s) type(s) ou la/les forme(s) concerné(s).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant exécution de l'article 3, § 3quater, alinéa 4, et de l'article 32, § 7, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Bruxelles, le 15 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant exécution de l'article 3, § 3quater, alinéa 4, et de l'article 32, § 7, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Déclaration du nombre de places ouvertes à la première rentrée scolaire dans la cadre de la prime unique à l'ouverture – Etablissement/implantation WBE⁶

Dénomination et adresse de l'établissement ou de l'implantation :

.....

Je soussigné, représentant du Pouvoir organisateur WBE, certifie que l'établissement susmentionné, créé au, et dont le numéro Fase est....., se situe dans une zone en tension démographique⁷ ou organisera un enseignement spécialisé.

Je déclare que cet établissement/cette implantation ouvrira lors de la première rentrée scolaire

..... places⁸, réparties sur l'année d'études ou les années d'études suivantes :

..... places en année de l'enseignement⁹.....¹⁰

..... places en année de l'enseignement.....

.....

Je prends connaissance du fait que ce nombre de places sera multiplié par la dotation forfaitaire par élève et que la Direction générale de l'Enseignement obligatoire est habilitée à vérifier la pertinence du nombre de places déclarées eu égard aux capacités réelles de l'infrastructure prévue. En cas de discordance, le Gouvernement pourra adapter le montant de la prime aux capacités réelles.

Fait à, le

Pour le Pouvoir organisateur WBE,

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant exécution de l'article 3, § 3quater, alinéa 4, et de l'article 32, § 7, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Bruxelles, le 15 mars 2019.

⁶ La notion d'«implantation» ne vise ici que l'enseignement fondamental ordinaire.

⁷ Au sens de l'article 6, §2, alinéa 2 du décret du 29 juillet 1992 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, ou de l'article 2bis, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

⁸ Indiquer le nombre total de places que l'établissement déclare ouvrir à la première rentrée scolaire.

⁹ Indiquer le(s) niveau(x) d'enseignement concerné(s) (maternel, primaire ou secondaire)

¹⁰ Pour le spécialisé, indiquer également le(s) type(s) ou la/les forme(s) concerné(s).

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12428]

15 MAART 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019 tot uitvoering van de artikelen 3, § 3^{quater}, vierde lid, en 32, § 7, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten, de artikelen 3, § 3^{quater}, vierde lid, en 32, § 7, vierde lid;

Gelet op de toekenning van een premie aan nieuwe scholen of vestigingen voor gewoon onderwijs in zones onder demografische druk, of aan nieuwe scholen voor gespecialiseerd onderwijs, op basis van het aantal open plaatsen in het eerste schooljaar;

Overwegende dat het de Regering toekomt het model te bepalen voor de verklaring door de inrichtende macht van het aantal open plaatsen bij het begin van het eerste schooljaar;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage 1 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019 tot uitvoering van de artikelen 3, § 3^{quater}, vierde lid, en 32, § 7, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen door de bijlage 1 gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. De bijlage 2 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019 tot uitvoering van de artikelen 3, § 3^{quater}, vierde lid, en 32, § 7, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen door de bijlage 2 gevoegd bij dit besluit.

Brussel, 15 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS